**Échantillon aléatoire : un mécanisme représentatif pour la participation au budget national**

Jason Lakin

**Sommaire**

Cette note propose un mécanisme de participation du public au budget national qui consiste en un échantillon aléatoire de 50 à 1000 citoyens (en fonction de la taille et de l'hétérogénéité du pays et du lien avec d'autres mécanismes participatifs) pour délibérer sur l'allocation sectorielle du budget avant qu'il ne soit déposé devant la législature nationale. Je propose également une extension des délibérations intra-sectorielles. L'utilisation d'un échantillon aléatoire garantit que l'exercice rassemble des citoyens de tous types, y compris les marginalisés, et la taille de l'échantillon peut être augmentée pour assurer une meilleure représentation physique des différents groupes. Une affirmation fondamentale est que l'utilisation de l'échantillonnage aléatoire est une réponse suffisante au défi d'une large participation, avec une meilleure représentation des groupes marginalisés.

**Pourquoi plus de participation du public ?**

Au moment de décider d'un mécanisme national participatif, il est utile de considérer le problème que nous essayons de résoudre. On peut penser qu'une plus grande participation permet d'atteindre divers objectifs, mais nombre d'entre eux visent vraiment à résoudre le problème de la représentation.

Le problème de la représentation est simplement que même si la plupart du monde vit maintenant dans une certaine forme de démocratie représentative, ils ne se sentent pas très bien représentés. La configuration actuelle des élus et des fonctionnaires non élus qui prennent des décisions en matière de politique publique ne semble pas représenter adéquatement les intérêts du public. Il y a plusieurs raisons à cela, dont certaines sont intrinsèques à l'élection, et certaines peuvent être atténuées par de meilleures lois de financement des campagnes électorales, des règles de vote qui encouragent plutôt que découragent la participation, ou une réduction des inégalités économiques. Mais le fait est qu'il y a très peu de pays dans lesquels les citoyens peuvent regarder leurs élus et voir un reflet raisonnable de la grande variation de l'idéologie, de la classe, de la race, du sexe, de la région et ainsi de suite qui composent leur pays.

Certes, la participation n'est pas toujours comprise comme une solution au problème de la représentation.  Mais bon nombre des problèmes supplémentaires que la participation est censée résoudre - tels que la faible ou décroissante confiance dans les institutions publiques, ou le manque d'informations du gouvernement sur les conditions réelles de vie dans les communautés - peuvent vraiment être considérés comme des symptômes de l'écart de représentation. Si le gouvernement était plus représentatif, le public lui ferait davantage confiance et disposerait d'une meilleure information sur les conditions de vie des gens partout au pays. Si le manque de représentation est le problème, alors une meilleure représentation est clairement la solution. Cependant, la représentation n'est pas en soi suffisante pour conduire à une bonne élaboration des politiques. Une bonne représentation ne signifie pas nécessairement que les représentants sont informés, et la représentation adéquate des différentes perspectives dans une société donnée peut entraîner plus de conflits sur les choix politiques. Nous devons donc associer une meilleure représentation à un processus structuré qui informe les citoyens et encourage la délibération pour prendre des décisions motivées. Nous devons rechercher un mécanisme garantissant à la fois une représentation adéquate et une délibération adéquate.

 **Leçons du passé… et du présent**

 La démocratie représentative s'appuie sur les élections comme principal mécanisme pour assurer la représentation. Mais l'élection n'est pas le seul moyen d'assurer la représentation. Les anciens Grecs utilisaient un système de loterie (échantillonnage aléatoire) pour peupler le Conseil des 500, une institution participative qui à son tour définissait l'agenda politique de la cité-État. Cet ordre du jour a éclairé les délibérations de l'Assemblée auto sélectionnée, normalement considérée comme l'espace démocratique par excellence d'Athènes, où tous les citoyens (hommes, non esclaves) étaient les bienvenus et où les décisions politiques étaient prises. Les Grecs ont donc utilisé à la fois la sélection aléatoire et l'auto sélection pour obtenir une représentation.

L'auto sélection peut garantir qu'il y ait au moins un espace pour que la voix de chacun soit entendue (personne ne se voit refuser l'entrée), mais elle est également soumise à certaines des mêmes faiblesses des élections modernes: il y a une tendance pour seulement quelques individus ou groupes participer, et ils ont tendance à être différents de ceux qui ne participent pas (ils sont souvent mieux éduqués, plus riches, mieux connectés, etc.). C'est souvent un problème dans les forums de participation du gouvernement, y compris beaucoup de ceux utilisés pour la budgétisation participative.

C'est la vertu de la loterie : elle assure une véritable représentation difficile à réaliser par élection ou auto-sélection. En combinant la loterie et l'auto-sélection, les Grecs ont cherché à équilibrer le désir d'ouverture à tous et le désir de représentativité maximale. Ils ont en outre choisi de déléguer le pouvoir de fixer l'ordre du jour à l'organe le plus représentatif : jusqu'à la moitié des politiques débattues par l'Assemblée ont été choisies par le Conseil des 500.

L'utilisation de la loterie ne se limite pas à l'histoire ancienne. Les sondages d'opinion modernes trouvent leur origine dans l'idée que l'agenda politique devrait être informé par un échantillon aléatoire de membres du public. Il y a eu un certain nombre de tentatives récentes dans le monde pour tirer parti de cette logique en entreprenant un «Scrutin délibératif», où des citoyens sélectionnés au hasard sont interrogés mais reçoivent également du temps et des informations qui leur manquent dans les sondages rapides traditionnels, afin d'arriver à des opinions plus éclairées. Les gouvernements du monde entier ont exploré l'utilisation de «mini-publics» de différents types ces dernières années, où les citoyens sont choisis au hasard pour discuter des décisions politiques ou réviser les lois et les constitutions. Souvent, ces mini-publics soumettent ensuite leurs recommandations aux élus pour un vote, mais dans certains cas, les décisions sont contraignantes pour le gouvernement. Il ressort de ces différentes approches qu'elles peuvent conduire à une meilleure représentation et à une évolution vers des opinions publiques plus éclairées.

Pouvons-nous appliquer les leçons de ces expériences pour piloter un mécanisme de participation à la prise de décision budgétaire nationale ? Je soutiens que nous le pouvons, et que cela peut conduire à des opinions mieux informées et à une plus grande confiance dans les institutions publiques.

**Représentation et délibération sur le budget… pour quoi faire ?**

En réfléchissant à la participation au budget national, le gouvernement doit prendre une décision : dans quels choix budgétaires nationaux principaux cherchons-nous des contributions publiques ? Il existe de nombreuses réponses possibles à cette question, et certains détails peuvent être spécifiques au pays. D'une manière générale, cependant, il existe au moins deux choix majeurs dans les budgets nationaux que le public devrait influencer.

**1.** Comment l'accroissement du budget national pour une année donnée sera-t-il réparti entre les principaux secteurs ? Dans la plupart des pays, la plupart du temps, le budget comprend un ensemble d'engagements en cours, et il y a une petite augmentation des revenus supplémentaires qui peuvent être répartis entre les priorités du gouvernement chaque année. Dans un pays suivant des classifications internationales standard, il y aura environ 10 secteurs gouvernementaux (par exemple, l'éducation, la santé, l’économie, les affaires sociales, la protection sociale), et la question clé est donc la suivante : lequel de ces secteurs mérite le plus une augmentation au cours de la prochaine année budgétaire ?

**2. Comment la majoration allouée à chaque secteur pour l'exercice budgétaire à venir sera-t-elle hiérarchisée parmi les priorités concurrentes au sein de chaque secteur ?**

Dans ce cas, nous prenons l'augmentation donnée, disons, dans le secteur de la santé, telle qu'elle est donnée, et regardons comment cette augmentation devrait-elle être dépensée (l'importance relative de plus d'infirmières, par rapport à plus de médicaments, par rapport à plus d'équipement, par rapport à plus d'établissements, etc. ).

Ce sont des décisions sur lesquelles le public est susceptible d'avoir des préférences identifiables, si elles sont structurées de manière significative. Ce ne sont pas les seules questions possibles sur lesquelles le public devrait avoir une influence ; des questions liées à l'ampleur globale du déficit ou à la hiérarchisation des projets nationaux d'immobilisations peuvent également être pertinentes. Cependant, commencer par une approche sectorielle peut être une première étape judicieuse.

D'après son expérience avec de petits échantillons (bien qu'ils ne soient pas sélectionnés au hasard) au Kenya, l'IBP a constaté que les citoyens ont besoin d'informations de base suffisantes relatives aux secteurs sur lesquels ils allouent des fonds, et qu'il est utile de comprendre à la fois la répartition actuelle des fonds et celle proposée par le gouvernement.

Cela permet de structurer un ensemble de décisions par ailleurs trop complexes. La délibération nécessite des documents de référence soigneusement sélectionnés et une facilitation guidée par l'apprentissage, la délibération et la prise de décision.[[1]](#footnote-1)

**Un mécanisme à deux volets : les citoyens nationaux se réunissent autour du budget**

Un échantillon aléatoire de citoyens peut être tiré pour une réunion dans la première étape du processus, dans laquelle un supplément est déterminé pour chacun des dix secteurs. Il est raisonnable de réunir entre 50 et 1000 personnes pour cette discussion, selon la taille et la diversité du pays et les coûts. À ce stade, les participants seront informés de la nature des dix secteurs, de leurs activités actuelles et de leur part actuelle du budget national. Ils seront également informés des plans de chaque secteur pour l'année à venir (formulés comme une liste de souhaits basée sur le fait que ce secteur reçoit l'intégralité de l'augmentation dans le budget). Ils délibéreront ensuite sur l'importance relative de chacun des secteurs recevant des fonds supplémentaires et conviendront d'un calendrier. Cet accord sera probablement le résultat d'un vote ou d'une moyenne des préférences, bien qu'un consensus soit également possible.

Le résultat ressemblerait à quelque chose comme la pièce A, qui comprend une part proposée de l'augmentation, ainsi qu'un classement selon les parts de priorité relative accordées à chaque secteur. Il est supposé que les préférences des citoyens pour la répartition du budget devraient être interprétées comme directionnelles, plutôt que comme des allocations précises, étant donné que les citoyens ne disposent pas d'informations précises sur les coûts de chaque aspect du budget d’une agence. Nous pourrions ainsi interpréter le calendrier citoyen en utilisant l'ordre de classement plutôt que des parts précises.

Le résultat ressemblerait à quelque chose comme la pièce A, qui comprend une part proposée de l'augmentation, ainsi qu'un classement selon les parts de priorité relative accordées à chaque secteur. Il est supposé que les préférences des citoyens pour la répartition du budget devraient être interprétées comme des orientations, plutôt que comme des allocations précises, étant donné que les citoyens ne disposent pas d'informations précises sur les coûts de chaque aspect du budget d'une agence. Nous pourrions ainsi interpréter le calendrier citoyen en utilisant l'ordre de classement plutôt que des parts précises[[2]](#footnote-2).

Cela pourrait changer avec le temps, à mesure que les connaissances se développeront sur le budget.

**Tableau A: Un calendrier des augmentations pour 10 secteurs clés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Secteur | Quote Part du Budget courant | Part augmentation propose  | Ordre des rangs |
| Services publics généraux | 10% | 1% | 5 |
| Defense | 8% | 1% | 5 |
| Ordre et sécurité publiques | 11% | 5% | 3 |
| Affaires Economiques  | 27% | 20% | 2 |
| Protection Environment  | 2% | 1% | 5 |
| Logement etCommodités communautaires | 2% | 5% | 3 |
| Santé | 9% | 30% | 1 |
| Loisirs, culture etReligion | 3% | 5% | 3 |
| Education | 25% | 30% | 1 |
| Protection Sociale | 3% | 2% | 4 |

L’exécutif recevrait un rapport de la réunion avec les citoyens avec les dates préférée et une justification du classement relatif aux allocations. Le procès-verbal de la réunion sera également publié.

Les membres peuvent également publier des rapports des minorités s’ils sont totalement en désaccord avec l'opinion majoritaire. La procédure obligerait l'exécutif à répondre à ce rapport de la réunion avec les citoyens dans sa communication écrite au législateur national, en indiquant où il est d'accord et où il est en désaccord avec les recommandations et pourquoi. Le législateur national devrait alors répondre directement, dans son propre rapport sur le budget et tout amendement à la proposition du citoyen et à la proposition du l'exécutif, en publiant sa justification pour accepter ou rejeter les recommandations des citoyens et de l'exécutif.

Une deuxième étape de consultation aurait lieu autour des secteurs. Pour cette étape, une combinaison de sélection aléatoire et d'invitation directe des experts sectoriels du monde universitaire et de la société civile serait utilisée pour créer des groupes de 50 participants par secteur (10 secteurs \* 50 personnes = 500 personnes). Les participants recevraient des informations sur le budget actuel du secteur et son projet de budget pour l’année à venir, ainsi que des informations d’experts sur les domaines prioritaires du secteur. Les groupes de citoyens du secteur rendraient compte aux comités départementaux / sectoriels de la législature nationale de leur utilisation préférée de l'augmentation budgétaire du secteur, et le comité sectoriel serait obligé d'inclure cela dans leurs soumissions au comité budgétaire national.

**Considérations**

Alors que la sélection aléatoire garantit que chacun ait une voix, la structuration de telles délibérations reste confrontée à des défis. Premièrement, là où les sociétés sont profondément inégales, la capacité de tous les membres d'un groupe choisi au hasard pour participer n'est probablement pas égale. Par exemple, le gouvernement devra décider comment se préparer pour les participants analphabètes, d'autant plus que la plupart des informations nécessaires pour discuter des secteurs sont des documents techniques et écrits. Dans diverses sociétés, la langue peut également être un problème et une traduction appropriée serait nécessaire pour garantir une inclusion complète. Divers autres besoins particuliers des aveugles ou des sourds doivent également être pris en considération afin de garantir que chacun soit prêt à délibérer, il peut être nécessaire de fournir un soutien supplémentaire à certains participants dans les semaines ou les jours précédant la délibération. Cet appui pourrait être fourni par des organisations de la société civile qui travaillent déjà avec ces populations et qui coordonneraient avec le gouvernement pour garantir le succès des délibérations budgétaires. Plutôt que de fournir un soutien direct aux participants, le ministère des Finances pourrait dispenser une formation initiale à ces groupes de la société civile pour faciliter leur compréhension du budget, puis leur demander de travailler avec les participants qui ont besoin d'un soutien supplémentaire chaque année.

Au cours des délibérations proprement dites, les facilitateurs doivent jouer un double rôle d'information et d'orientation de la discussion sans insérer leurs propres préférences. C'est un rôle qui nécessite une préparation et une formation considérables. En même temps, les animateurs doivent s'assurer que tout le monde participe, ce qui peut être difficile, d'autant plus que la taille du groupe augmente. Cela peut créer un conflit sur la façon de parvenir à l’inclusion : plus de participants signifie plus de possibilités d'inclusion, mais des groupes plus petits rendent également l'inclusion de ceux qui participent plus probable. Afin d'assurer une facilitation adéquate, le gouvernement pourrait envisager de travailler avec les écoles normales ou d'autres établissements d'enseignement du pays pour élaborer un programme de facilitation des politiques et du budget, et faire appel aux professeurs et aux étudiants de ce programme pour faciliter les réunions budgétaires (et autres événements politiques impliquant des citoyens).

Il est probable qu'au cours de la première ou des deux premières années de mise en œuvre d'un tel mécanisme, le processus sera à la fois substantiel et éducatif, car l'idée que le public devrait être au courant des secteurs du gouvernement et l'augmentation budgétaire sera nouvelle pour la plupart des citoyens ( et les représentants du gouvernement). Au fil du temps, cependant, une plus grande attention sera accordée à ce processus et aux délibérations révélées dans les procès-verbaux publiés par les médias, le gouvernement et les citoyens. Les participants et les organisations non gouvernementaux qui contrôlent le budget utiliseront de plus en plus les informations générées par le processus pour façonner leurs propres idées et leur plaidoyer, même si les participants eux-mêmes seront différents chaque fois que l'exercice sera mené. L'équilibre passera donc de l'éducation à des délibérations plus substantielles sur le budget, même si l'éducation publique restera un objectif important du processus.

**Annexe: Deux études de cas**

PARLEMENT BRITANNIQUE: ASSEMBLÉE DES CITOYENS SUR LES SOINS SOCIAUX

En 2017, deux commissions parlementaires du Parlement Britannique ont chargé l'Assemblée des citoyens relative aux services sociaux d'examiner comment les services sociaux pour adultes en Angleterre devraient être financés de manière durable à l'avenir. L’assemblée des citoyens a réuni 48 citoyens choisis au hasard et représentatifs sur le plan démographique de la population anglaise. Ils se sont rencontrés pendant deux week-ends et ont entendu des témoignages de diverses sources, avant de faire des recommandations sur la façon dont ils pensaient que les soins sociaux devraient être financés. Pour en savoir plus: https://www.involve.org.uk/our-work/our-projects/practice/how-can-we-find-sustainable-solution-funding-adult-social-care

L'AMÉRIQUE PARLE: NOTRE BUDGET, NOTRE ÉCONOMIE

En 2010, l'organisation à but non lucratif (aujourd'hui disparue) America Speaks a réuni 3 500 Américains sur 57 sites pour examiner le budget fédéral. Chaque événement s'est déroulé sur une journée entière, au cours de laquelle les participants ont pris connaissance, discuté et voté sur 42 options politiques élaborées par des experts fiscaux de tous les horizons politiques. L'objectif déclaré des options était de réduire le déficit budgétaire de 1,2 billion de dollars en 15 ans. Le processus a révélé que les participants ont modéré leur point de vue afin de trouver un compromis, les conservateurs étant de plus en plus favorables à l'augmentation des impôts pour les riches et les libéraux de plus en plus favorables aux réductions des programmes discrétionnaires. À travers les événements, 2/3 des groupes ont convenu de réduire le déficit de plus de 1 billion de dollars. En savoir plus: https://participedia.net/case/470

**Références sélectionnées**

James Fishkin, «Reviving Deliberative Democracy», septembre 2013. Disponible ici: https://cdd.stanford.edu/mm/2014/09/fishkin-reviving-deliberative-democracy.pdf

Helene Landemore, «Inclusive Constitution-Making: the Icelandic Experiment», Journal of Political Philosophy, mars 2014.

Bernard Manin, Les principes du gouvernement représentatif, Cambridge University Press, 1997.

**Autres cas de Délibération**

**Délibération en Afrique et en Asie**

Il y a eu un certain nombre d'expériences de délibération en Afrique ces dernières années. Ces mini-publics délibératifs se sont penchés sur des questions politiques complexes et ont démontré que de telles approches peuvent engendrer des délibérations significatives… et une plus grande confiance dans le gouvernement…

**Exemple 1: Sondage délibératif au Sénégal, 2017**

<https://cdd.stanford.edu/mm/2017/09/Senegal_PrelimResults-ENGLISH-FINAL.pdf>

Les participants peuvent délibérer et changer leurs points de vue….

«Les participants ont débattu des propositions de politiques concernant deux thèmes: la sécurité alimentaire et WASH (eau, assainissement et hygiène). Les propositions de politique sur la sécurité alimentaire comprenaient la promotion du micro-jardinage par la formation de groupes de femmes, la formation de personnes intéressées par les métiers artisanaux, et la formation et l'encouragement des ménages à participer à l'élevage de lapins, de pigeons, de pintades et d'autres animaux. Les propositions politiques sur WASH incluaient l'offre de toilettes à fosse à faible coût pour les ménages, la connexion d'un plus grand nombre de ménages au système d'égouts municipal et la fermeture de la décharge de Mbeubuess. Il y avait 18 propositions de politique concernant la sécurité alimentaire et 24 propositions de politique concernant WASH. Sur les 42 propositions de politique pour les deux thèmes, toutes les propositions de politique, à l'exception de neuf, ont considérablement changé avec la délibération. Au total, près de 80% des propositions ont fait l'objet d'un changement d'opinion important.

La délibération peut également accroître la confiance dans le gouvernement….

«Les participants ont évalué le sérieux du gouvernement à 0,874 sur 1 après les délibérations (la moyenne avant délibération était la même). Et,ils ont évalué leur confiance dans le gouvernement à 0,847 après délibérations. La moyenne a augmenté de façon statistiquement significative à partir de 0,788. Autrement dit, les participants sont devenus plus confiants que le gouvernement utiliserait les résultats de cet événement après les délibérations. En outre, les participants sont également devenus plus confiants que la communauté utiliserait les résultats après délibération, une augmentation statistiquement significative de 0,732 à 0,854 après délibérations. »

**Exemple 2: Sondage délibératif à Tamale, Ghana, 2015**

<https://cdd.stanford.edu/2015/a-report-on-the-first-deliberative-poll-in-tamale-ghana/>

<https://cdd.stanford.edu/mm/2019/04/chirawurah-jpd-ghanas-first.pdf>

«Un vaste groupe consultatif de parties prenantes, d'ONG, d'experts universitaires et de responsables gouvernementaux a élaboré et vérifié les documents de discussion d'information… Les deux jours de discussion ont été divisés comme suit: moyens de subsistance et sécurité alimentaire le premier jour, puis eau, assainissement et hygiène le deuxième jour. Étant donné le faible taux d'alphabétisation de la population, une version vidéo de quinze minutes des séances d'information a été produite et diffusée au début de chaque journée de délibération. »

Dans ces délibérations, les participants ont retrouvé des compromis et ils ont affirmé leur soutien à des politiques spécifiques :

«Les participants étaient beaucoup plus disposés à mettre l'accent sur l'eau propre pour éviter les maladies, même au détriment de la sécurité alimentaire. Ce compromis se reflète également dans l'option politique : «Interdire l'utilisation des eaux usées non traitées pour le jardinage», une option qui est passée de 8,53 sur une échelle de dix à 9,09, soit une augmentation de plus d'un demi-point et un changement fortement significatif (p = .0004). Cette option montre la volonté d'exiger une interdiction de la pratique ... "

«L'échantillon était représentatif, les participants ont changé leurs points de vue de nombreuses manières statistiquement significatives, ils l'ont fait pour des raisons bien particulières, ils sont devenus manifestement plus informés, ils ont accru leur sentiment d'efficacité en tant que citoyens, et ils ont identifié des solutions politiques spécifiques qui peuvent aider à lutter contre Tamale. Problèmes urgents. "

**Exemple 3: Sondage délibératif de l'Ouganda rural sur «la réinstallation, la gestion des terres et la pression démographique»**

 <https://cdd.stanford.edu/mm/2017/06/fishkin-daedalus-uganda.pdf>

Les gens peuvent changer leur point de vue sur des politiques efficaces….

«La délimitation des zones à haut risque pour aucun règlement a commencé avec seulement 46 pour cent des répondants qui l'ont reconnu comme important avant la délibération ; mais après délibération, le niveau a augmenté de vingt points à 66%. La prise en charge d'un système d'alerte précoce utilisant la messagerie texte est passée de 60% à 42%, tandis que la prise en charge d'un système d'alerte précoce utilisant des sirènes est passée de 79% à 92%. Nous pensons que le manque de fiabilité de l'énergie électrique pour la charge et le manque de fiabilité des connexions cellulaires ont poussé les gens à soutenir les sirènes comme un système plus fiable que la messagerie texte. »

**Exemple 4: délibération sur des projets d'infrastructures locales en Chine**

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/pad.1853>

Le recours à la délibération combinée avec la budgétisation participative a conduit à une plus grande transparence et responsabilisation pour les budgets des infrastructures locales…

«Grâce au PB délibérant, le canton de Zeguo a rendu public son budget et les représentants du gouvernement ont présenté des rapports et répondu aux questions lors de la session plénière. Le projet a exercé des pressions sur le gouvernement du canton pour qu'il continue d'être responsable. L'expérience de 2009 comprenait un rapport sur l'état de mise en œuvre des projets de 2008. Le BP délibératif a conduit à une plus grande responsabilisation dans l'utilisation des fonds gouvernementaux à Zeguo. En augmentant la transparence financière, comme résultat direct des expériences antérieures de PD, les responsables gouvernementaux sont devenus plus prudents quant à l'utilisation des fonds publics et au respect du budget. »

«Les citoyens n'ont pas besoin d'être comptables pour répondre aux questions techniques posées. Ils peuvent facilement identifier et choisir les priorités pour des raisons cohérentes. Cela a été prouvé par l'expérience de 2005 à Zeguo dans laquelle les participants ont choisi des usines de traitement de l'eau potable et des eaux usées plutôt que des projets «image». Tous les cas Zeguo (voir également le cas de la Mongolie; Fishkin, 2018) montrent clairement la compétence des participants à exprimer leurs priorités en termes de valeur pour des raisons cohérentes et identifiables, à la fois dans les résultats du questionnaire et dans les discussions. »

«Face à la pression populaire et aux intérêts acquis, parvenir à l'équilibre budgétaire est un problème dans tous les BP. Zeguo a utilisé des méthodes de sélection aléatoire pour minimiser les écarts d'un groupe particulier et a développé un modèle de prise de décision double qui impliquait à la fois la voix du peuple et la délibération des députés. Il a imposé la règle de l'équilibre, c'est-à-dire que l'augmentation du budget d'un projet doit diminuer le budget d'un autre projet. Cela garantit un budget équilibré mais exclut de nombreuses propositions budgétaires des citoyens. »

**Exemple 5: délibération sur les infrastructures locales et les amendements constitutionnels nationaux en Mongolie**

<https://www.stanforddaily.com/2017/05/04/mongolia-adopts-deliberative-method-developed-by-stanford-professor/>

La Mongolie utilise des approches délibératives pour les budgets locaux et les amendements constitutionnels nationaux…

«Le maire de la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, a finalement contacté [le professeur James] Fishkin, dans l'espoir de tirer parti du [scrutin délibératif] pour améliorer la sensibilisation du gouvernement. En 2015, plus de 300 habitants d'Oulan-Bator se sont réunis pour délibérer sur diverses propositions d'infrastructure. L'exercice a aidé à dissuader les participants de soutenir un système de métro et a transmis au maire l’importance que les citoyens accordent à l'amélioration du chauffage dans les écoles de la ville.

Sur la base de l'exercice à Oulan-Bator, Zandanshatar a réussi à introduire le scrutin délibératif dans la politique nationale. Une loi exigeant que le scrutin ait lieu avant de modifier la constitution mongole a été adoptée le 9 février, et le pays a tenu son premier sondage de ce type fin avril. »

1. Pour quelques réflexions sur la façon de se préparer et d'orienter les délibérations budgétaires, voir <https://www.internationalbudget.org/publications/deliberating-budgets-in-kenya-tools-and-examples/> [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour un argument en faveur du vote «directionnel» sur les actions, voir

https://www.internationalbudget.org/publications/how-do-kenyans-prioritize-sectors-public-vs-government/. [↑](#footnote-ref-2)